

UNIVERSITE IBNOU ZOHR
CENTRE UNIVERSITAIRE GUELMIM

ELEMENTS DU COURS:

LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Professeur: Mustapha JOUAD

Année universitaire: 2014-2015

Introduction

Le cours cherche à décrire certaines manifestations des problèmes économiques qui affectent le développement de l'économie du marché, aussi bien les pays développés que les pays en voie de développement. Avec la mondialisation de l'économie, on assiste à des phénomènes d'interaction des effets économiques entre les pays, soit positivement ou négativement. Ainsi les problèmes de croissance, de chômage et l'inflation ne peuvent pas se traiter de façon indépendante de leurs environnement économique.

Ainsi, la croissance économique est source de la richesse et l'amélioration de niveau de vie devient de plus en plus dépendante des facteurs extérieurs à l'économie nationale. D'autre part le chômage et l'inflation qui constitue la secousse permanente de tous les décideurs économiques représente les conséquences d'une croissance non maîtrisée qui implique aussi des conséquences sur le côté social. A cet égard le cours abordera au premier lieu la croissance économique. Sa définition, ses mesures, et l'analyse analytique de cette croissance économique, ensuite on présentera les retombes de la croissance en termes d'emplois et d'inflation. Ensuite, on traitera les problèmes de développement à la lumière des théories qui essaient de saisir ce phénomène.

Chpitrel : La croissance économique :

L'évolution économique se mesure par la croissance : c'est une évolution quantitative qui s'accompagne en même temps avec l'amélioration de niveau de vie avec des retombes de développement. Cette croissance a générée historiquement deux catégories des pays : pays développés, pays en voie de développement.

L'origine de cette distinction est la révolution industrielle. Puisque les pays actuellement développés avaient connus au 19^{ème} siècle cette révolution qui a produit des transformations structurelles caractérisant par une forte croissance et un développement irréversible tandis que les pays qui n'ont pas connus cette révolution sont classés dans la catégorie des pays sous développés.

En effet, historiquement les différents pays du monde ont passé par une situation stationnaire caractérisée par une faible expansion et ce n'est qu'après trois siècles que la croissance a produit des transformations sur le plan économique et social.

Nous présentons d'abord la façon de mesurer la croissance et ensuite nous examinerons les fondements de cette croissance pour aboutir à une explication théorique des phénomènes de croissance.

1/Notion de croissance :

Définition : F. Perroux décrit la croissance économique comme une augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes de production globale exprimée en terme réel. Il s'agit d'un accroissement des quantités réelles avec modifications des structures à long terme.

Plus simplement, on définit la croissance comme une augmentation à long terme de PIB s'accompagne de transformations structurelles.

1-1 les caractéristiques de la croissance

Selon cette définition on retient trois éléments qui caractérisent la croissance :

- C'est un mouvement soutenu ascendant sur une longue période : on parle d'un trend de croissance (ex : la révolution industrielle qui s'étale sur tout le 19^{ème} siècle ou encore les trente glorieuses 1945 > 1975).
- C'est un phénomène irréversible (non réversible) et autoentretenu ; même s'il y a des périodes de moindre croissance, le retour en arrière est impossible car chaque transformation provoque une autre.
- La croissance produit des modifications structurelles au niveau des différents secteurs (mode de vie, secteurs d'activités, moyenne de production...)

Ce découpage se concerne 16 pays actuellement développés, soit la majorité des pays européens, ainsi USA, Canada et l'Australie.

On constate maximisation (accélération) brutale de la croissance entre 1950 et 1970 en effet le lendemain de seconde guerre mondiale, le taux de croissance a été très supérieur à la moyenne, de ce fait une partie considérable du niveau de vie des pays développés aujourd'hui provient de cette période. En rentra également à une réduction de taux de croissance qui passe le 3.7% par an en (1950-1970) à 2.2% par an en (1970-1990). Cette baisse correspond au ralentissement de la productivité. Cependant, ce taux de croissance reste supérieur si on le remplace dans un contexte historique de long terme.

Pour expliquer le phénomène de croissance il est nécessaire de déterminer d'abord les composantes de la croissance, on retient globalement trois composants :

- le progrès technique : qui est la source de la croissance.
- les capacités croissantes : (des facteurs de production, niveau de vie...)
- le développement qui le corollaire de la croissance.

1-2 les notions associées à la croissance :

La croissance est une notion qui porte à confusion et qui ne faut pas confondre avec ses éléments constitutifs. Ainsi les distinctions suivantes s'imposent :

- l'expansion : qui est une phase ascendante du cycle économique alors que la croissance est un mouvement ascendant de longue période (le trend) qui peut être constitué de période d'expansion et de période de récession.
- le progrès technique : qui est le moteur de la croissance, il a un caractère multiple car il contient l'idée d'avancer, d'aller en avant mais aussi une idée de propagation (ex : l'informatique qui modifie toutes les façons de travail et permet de diffuser ou de propager le progrès technique en toutes les branches), il aussi présent dans l'idée d'amélioration (meilleure conditions de travail et de vie).
- Développement : qui est le corollaire de la croissance c'est-à-dire qui l'accompagne. Il comprend toutes les transformations démographiques politiques, économique, et sociales que la croissance a entraînée (ex : baisse de la fécondité, droit de travail, concentration des entreprises augmentation des loisirs... etc)

1-3 les formes de la croissance :

- La croissance extensive : qui est obtenue par l'augmentation des facteurs de production (le capital, travail) .cette croissance a été met en évidence dans le cas des Etats-Unis pendant le 18^{ème} et le 19^{ème} siècle. elle se traduit par l'augmentation de la population émigrée et de la conquête des terres de l'ouest.
- La croissance intensive : obtenue par une utilisation plus rationnelle et plus efficace des forces productives avec des quantités des facteurs de production inchangées. Il s'agit de la productivité (la croissance des trente glorieuses).
- La croissance de molle désigne la situation où les taux de croissance annuels sont assez faibles (ex : depuis la crise des années 70 le taux de croissance de PIB fluctue autour de 1 à 2 % en moyenne).

1-4 exemples historiques e croissance.

Historiquement, on cite deux exemples de croissance qui ont marquées l'histoire économique :

- La révolution industrielle : les trente glorieuses
 - La révolution industrielle : à la deuxième moitié de 18^{ème} siècle en Angleterre et s'est propagées en Europe ainsi au Etats-Unis, en Russie et au Japon au 19^{ème} et 20^{ème} siècle. C'est la révolution agricole provoquée par des changements dans les techniques qui à l'origine de la révolution industrielle. Elle s'agit d'un bouleversement dans le travail de la terre illustré par les rotations des cultures qui a permis d'accroître les rendements

agricoles sans épuiser la terre en évitant la mise en jachère pendant 2 ans. ceci a permis d'augmenter la production, et par conséquent la demande. cette augmentation de demande va stimuler l'innovation pour provoquer l'accroissement de l'offre. Un processus dynamique se mis alors en place avec de nombreuses découvertes dans le textile (tissage, filage...) Avec utilisation de machine à vapeur.

- Les trente glorieuses : au milieu de 20^{ème} siècle qui représente une accélération de la croissance au lendemain de la seconde guerre mondiale dans les pays Européens, à la suite du plan Marshall.

2/ Mesure de la croissance.

La valeur monétaire de la production permet d'évaluer la performance économique d'un pays cette valeur exprimée par le PIB. Dans le cadre des relations économiques internationales le PIB mesure la dimension économique des pays.

La croissance économique est déterminée par la variation de la production d'une année à l'autre:

$$\frac{\text{valeur du PIB l'année}(t_1) - \text{valeur du PIB l'année}(t_0)}{\text{valeur du PIB l'année}(t_0)} \times 100$$

Ex : au Maroc : PIB de l'année 2010 : = 780478 Mrds de Dh.

2009 := 739522 Mrds de Dh.

Taux de croissance = 5.5%

Il y a trois façons de concevoir le PIB d'une économie :

- le PIB est la valeur des biens et services finaux produits dans l'économie pendant une période donnée.
- La somme des valeurs Ajoutées crée dans l'économie.
- L'ensemble des revenus distribués dans l'économie au cours d'une période donnée.

PIB = impôts indirectes + revenus de capital + revenus travail.

Remarque : (PIB nominal, PIB réel)

Pour mesurer l'évolution de la production au cours du temps, on doit tenir compte de l'influence des prix sur cette évolution. On procède à l'élimination de l'effet de la hausse des prix. On calcul alors le PIB réel au prix constant.

L'économiste s'intéresse à deux mesures du niveau des prix.

- Le Déflateur de PIB :
- L'Indice des prix à la consommation qui se calcule sur la base d'un panier des biens.

Le déflateur de PIB : supposent que l'augmentation du PIB nominal est due à l'inflation se qui veut dire que le PIB réel soit inchangé. Dans ce cas le déflateur du PIB_T :

$$D_T = \frac{PIB_T \text{ nominal}}{PIB_T \text{ réel}} \times 100$$

3/ les analyses théoriques de la croissance :

L'analyse de la croissance a fait l'objet de plusieurs tentatives de modération visant à faire ressortir les caractéristiques d'une économie située sur un sentier de croissance. Ce modèle théorique de croissance appartient respectivement à deux courants de pensées : l'analyse keynésienne d'une part et l'analyse néo-classique d'autre part.

Les premiers élaborent des modèles généraux de croissance pour faire ressentir l'ensemble de déterminants de la croissance.

Les seconds visent à affiner (détailler) la connaissance des relations entre les différents variables qui participent aux fluctuations économiques, la croissance équilibrée (régime permanent de croissance) signifie une croissance à taux constant implique un plein emploi des facteurs de production.

Les recherches dans ce cadre vont faire apparaître les deux aspects de l'investissement comme élément déterminant de la croissance. Il s'agit de l'aspect « offre » de l'investissement (variation des capacités de production future) et son interaction dynamique avec l'aspect « demande » (effet de multiplicateur), ces deux aspects vont être à l'origine des théories contemporaines de la croissance.

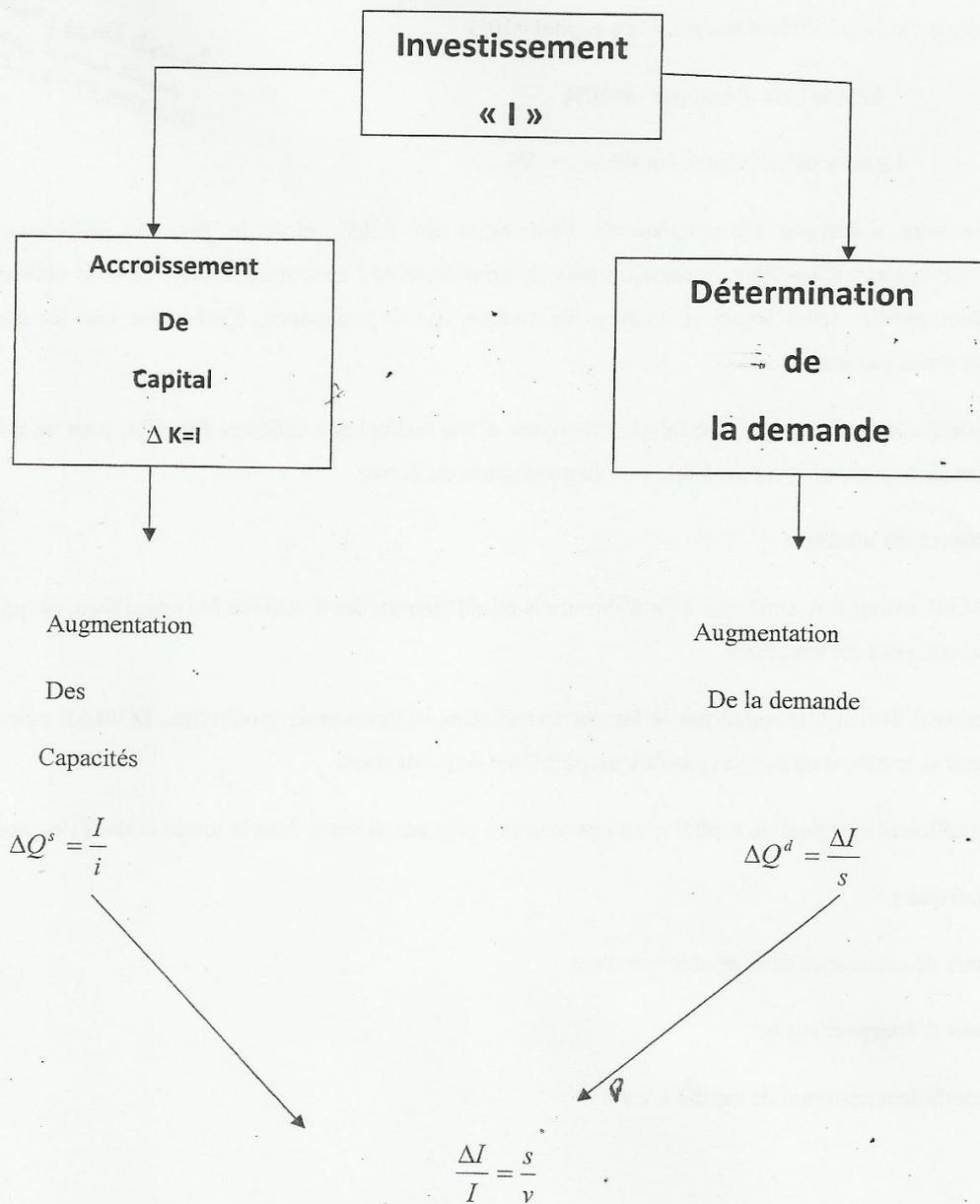
Kalecki (1936) fut le premier à avoir proposé une explication du cycle économique fondée sur ces deux aspects. Ce problème a été aussi repris par Samuelson (1939) mais le développement de la problématique de la croissance revient principalement à Harrod et Domar qui ont caractérisé les conditions d'une croissance équilibrée.

On examinera successivement le modèle de H.D et celui de SOLOW qui caractérise respectivement le prolongement de KEYNES et les hypothèses des néo-classiques.

3-1 les modèles de croissance exogène :

A- Le modèle de DOMAR :

L'investissement exerce une double influence sur l'économie par son aspect « demande » (K : le multiplicateur, il détermine le revenu et la demande globale) et par son aspect « offre » il accroît la capacité de production. Selon DOMAR il faut voir l'investissement non seulement comme un instrument générateur de revenu (selon KEYNES), mais aussi comme un créateur de capacité de production. Le problème se résume donc à rendre l'augmentation du revenu égale à celle de la production pour que les capacités de production ne restent pas inutilisées.



Interprétation :

Pour maintenir de l'équilibre sur le marché des produits et pour qu'il est en permanence, Il faut donc que l'investissement augmente régulièrement au taux constant.

$$\frac{S}{V}$$

L'effet revenu dépend de « s » proportion marginale à épargner qui détient la valeur du multiplicateur.

L'effet de capacité dépend « 1/v » de la productivité marginale du capital.

Exemple : si le coefficient marginale de capital =10/3

Et si le taux d'épargne $s=10\%$

Le taux de croissance équilibré = 3%

Si le taux d'épargne est exogène de l'économie est faible, alors le taux de croissance de l'investissement d'équilibre entraîne un taux de croissance de l'économie faible. Ainsi on obtient un premier résultat selon lequel si un pays ne connaît pas de croissance, c'est parce que les agents n'épargnent pas assez.

Le coefficient technique (v) est faible, synonyme d'une technologie efficace. En effet, pour un même niveau de capital, plus (v) est faible plus la production est élevée

Critiques du modèle :

DOMAR extrait une condition d'équilibre mais ne dit rien sur les situations hors équilibre, ce qui est paradoxal pour un keynésien.

En second lieu, il n'introduit pas le facteur travail dans la fonction de production, DOMAR raisonne comme si le travail ne pouvait pas être un problème de production.

Le coefficient marginal du capital n'est pas toujours constant. Il varie dans le temps et dans l'espace.

Remarque :

Le taux de croissance de la production « g »

Le taux d'épargner « s »

Le coefficient marginal de capital « v »

مكتبة ووراقة الجامعة
حي الرحمة كلميم
الهاتف : 06.62.89.57.94

Sont trois grandeurs indépendantes de ce fait, l'aboutissement de la croissance n'est pas toujours certaine et le déséquilibre constitue la situation normale. DOMAR distingue deux sortes de déséquilibre :

- Si l'effet revenu $>$ effet capacité \rightarrow déséquilibre inflationniste.
- Si l'effet revenu $<$ effet capacité \rightarrow déséquilibre déflationniste.

Le déséquilibre déflationniste est la situation la plus probable d'après DOMAR, cette tendance est d'ailleurs renforcée par la croissance de la proportion à épargner « s » à long terme sous l'effet de la croissance du revenu.

Le message le plus important de ce modèle, c'est que la croissance n'est pas systématique, ce n'est pas parce qu'on accumule du capital qu'il y aura de la croissance et donc une amélioration du bien-être. Encore faut-il que l'investissement croisse à un taux déterminé par des paramètres exogènes pour que la croissance ne crée pas de déséquilibre ?

B- Modèle de HARROD :

HARROD aborde la dynamique économique en retenant trois taux de croissance relevant de logiques différentes. Toutes les variables sont temporelles.

Dans la première logique : HARROD constate comme DOMAR que l'équilibre à court terme entre l'investissement et l'épargne doit être maintenu à long terme, il présente le taux de croissance effectif « g » qui exprime le taux de croissance du produit national. $g = \frac{S}{V}$

Dans la deuxième logique : on détermine le taux de croissance nécessaire ou garanti noté g_w pour cela HARROD utilise la conception keynésienne des comportements (demande anticipée comme déterminant des décisions de production).

L'adaptation de l'épargne aux investissements désirés suppose que la consommation s'ajuste. La croissance compatible avec cette situation d'équilibre entre les investissements désirés I^* et l'épargne ajustée S^* et celle qui satisfait les désires des entrepreneurs, qu'on appelle le taux de croissance nécessaire ou garanti (g_w).

I^* : anticipé par l'entrepreneur.

$I^* = b \cdot \Delta Y$ / b : accélérateur (pourcentage de revenu consacré à l'augmentation de la capacité).

$I^* = S^*$ d'où : $S = s \cdot Y = b \cdot \Delta Y$

Donc:

$$g_w = \frac{\Delta Y}{Y} = \frac{s}{b}$$

La troisième logique : HARROD cherche à déterminer le taux de croissance naturel soit « n » qui représente le taux auquel l'économie doit croître pour éviter le chômage. A long terme « n » est le taux de croissance autorisé par la croissance de la population active et par le stock du capital et le progrès technique, ce taux est supposé constant.

Les trois taux de croissance ont des déterminants différents. Ces derniers expriment ensemble la condition de la croissance équilibrée du plein emploi. Cette exigence du modèle de HARROD exige les deux conditions suivantes soient satisfaites :

Condition de pleine capacité : qui entraîne l'équilibre du marché des biens et services qui traduit par l'égalité $g_w = g$

Condition de plein emploi : c'est l'équilibre du marché de travail c'est-à-dire $g = n$

L'équilibre global : $g = n = g_w$

Interprétations :

Il en découle que le modèle de HARROD est très proche de celui de DOMAR, dans la mesure où il est peu réaliste car il intègre la fonction de l'investissement et constitue une réflexion sur l'équilibre du marché du travail.

Ces conclusions montrent que la croissance est normalement impossible :

Il n'y a aucune raison pour que « v » soit égal à l'accélérateur « b » puisque « v » est une relation purement technique entre l'investissement et la variation du produit et que « b » est un paramètre de comportement d'investissement tenant compte de la rentabilité future.

Il n'y a aucune raison pour que la réalisation de cet équilibre corresponde à la croissance permettant d'éviter le chômage $g = n = g_w$.

Critiques du modèle :

Le progrès technique est neutre au sens de HARROD, si à taux constant, il laisse les parts relatives des facteurs inchangées. (C'est-à-dire v est constant).

Dans le modèle, les conditions de régularité de la croissance ont peu de chance d'être réalisées.

C- Le modèle de croissance néoclassique : ROBERT SOLOW

S'inscrivant dans la logique de l'équilibre général de WALRAS. Le modèle de SOLOW (1956) est construit pour répondre aux questions posées par HARROD, ce dernier exprimait un pessimisme profond sur la possibilité d'obtenir une croissance équilibrée durable et que cette croissance assure le plein emploi.

Ce modèle tente de corriger cette vision pessimiste du modèle HARROD-DOMAR.

Sur le marché de travail : du faite des possibilités de substitution capital _ travail.

Sur le marché des produits : par ce que l'on retient l'hypothèse de la loi des débouchées selon la quelle l'offre est toujours égale à la demande, l'investissement désiré nécessairement égale à l'épargne désirée.

Interprétations :

En raison des rendements décroissants des facteurs de production, Une économie peut connaître une croissance stable et soutenue mais qu'elle tend, au bout du compte, vers un état stationnaire.

L'état stationnaire correspond à une situation d'équilibre économique avec une croissance de la production nulle. En fait, les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs. Autrement dit, pour Solow, sur le long terme, la croissance provient du progrès technique. Toutefois, ce progrès technique est exogène au modèle, c'est-à-dire qu'il ne l'explique pas mais le considère comme donné.

L'évolution du capital : investissement et consommation du capital

Plus que le volume du capital est important ; plus sont élevées les niveaux de production $f(k)$ et de l'investissement i .

Deux éléments provoquent la variation du stock de capital :

- L'investissement : le stock de capital augmente lorsque l'entreprise achète de nouveaux équipements ;
- L'amortissement : le stock de capital diminue.

L'état stationnaire correspond au stock de capital k^* pour lequel le volume de l'investissement est égal au volume de Consommation de capital. Une économie doté de ce stock de capital conserve inchangé celui-ci dans le temps. Ce niveau de capital est dit **Stationnaire**. Une économie qui atteint cet état ne peut bouger par la suite. Mais une économie qui ne l'a pas atteint tend vers lui. En d'autre terme, quel que soit son stock de capital de départ, toute économie atteint un jour son stock de capital stationnaire. C'est en ce sens que l'état stationnaire représente l'équilibre de long terme de l'économie.

L'impact de l'épargne sur la croissance :

Le modèle de Solow montre que le taux d'épargne est le déterminant clé du stock de capital de l'état stationnaire. Si le taux d'épargne est élevé, l'économie se dote d'un stock de capital important qui lui permet de produire un volume élevé. Si le taux d'épargne est faible, la modicité du stock de capital ne permet à l'économie que de produire un volume de production moins important.

C'est pour cette raison que beaucoup d'économiste dénoncent les déficits publics persistants qu'ont Comme conséquence de réduire l'épargne national.

Les points forts du modèle :

- Le modèle de Solow est un outil plus puissant pour comprendre le processus de croissance permettant d'assurer une flexibilité plus raisonnable des proportions des facteurs dans le processus de production.
- Il met en valeur le rôle important de l'accumulation des facteurs et de l'épargne.
- Il assure un réalisme accru sur le long terme.
- Le modèle nous aide à braquer le projecteur sur ses influences plus fondamentales qui s'exercent sur l'état stationnaire et le taux de croissance.
- Il montre comment l'acquisition de nouvelles techniques, peut donner un coup de fouet puissant à la croissance (le rôle de l'évolution technique dans le processus de croissance).

Les critiques du modèle :

La **convergence** : d'après son modèle, Solow avait prévu que les pays pauvres rattraperaient les pays les plus avancés, en lien avec les rendements décroissants. Dans la réalité, nous avons pu observer que ce n'est le cas que de quelques pays.

Le **progrès technique** exogène a été énormément critiqué. En effet, on a reproché à Solow de ne pas expliquer les sources du progrès technique, que c'est trop facile d'en faire une donnée exogène alors qu'il peut être endogène (effets d'apprentissage de Romer, l'accumulation du capital humain par Becker, gains de productivité de Barro).

De même, la thèse des **rendements décroissants** a aussi été critiquée, notamment par l'économiste Paul M. Romer, qui montre qu'avec certains investissements en recherche et développement, il peut y avoir des rendements croissants

3-2 la théorie de la croissance endogène :

Pour les auteurs de la croissance endogène, le progrès technique n'est pas un cadeau qui tombe du ciel, mais représente le fruit d'un grand effort dans plusieurs domaines à savoir :

- **le changement technique** : il y a un long chemin entre la mise en forme d'une idée qui représente la source des changements techniques et son application, et qui nécessite également l'intervention de plusieurs personnes. Par conséquent, les coûts de mise en point sont très élevés au cours de cette période, on assiste à des rendements croissants qui causent des externalités positives pour les économies internes.

- **le capital physique** : ce modèle de Romer est basé sur l'effet d'externalités, un tel investissement dans les nouvelles technologies pour une entreprise peut bénéficier davantage à d'autres entreprises sans que ces dernières n'aient supportées le coût initial d'investissement. Par ailleurs, le nouveau produit finit par se propager auprès les entreprises concurrentes.

- **le capital humain** : le capital humain désigne l'ensemble des capacités intellectuelles et professionnelles d'un individu, capacités propres à lui qui assure des revenus monétaires futurs. Il a été mis en évidence G.BELLER et Lucas l'a prolongé durant les années 80.

Autrement, le capital humain peut être défini comme la somme des capacités incorporées aux individus pouvant être valorisées économiquement.

- **Le capital public** : est l'ensemble des infrastructures économiques et sociales initiées par les pouvoirs publics (l'ETAT, collectivités locales).

Cet investissement permet aux entreprises de bénéficier des externalités positives, l'action de l'Etat se manifeste clairement dans la productivité de l'économie dans la mesure où elle facilite la circulation des biens, de personnes, et de l'information.

3-3 Les étapes de la croissance :

Cette analyse se base sur la théorie de ROSTOW des étapes de croissance. Cette théorie définit le développement comme une trajectoire linéaire, les pays sous développés sont en retard par rapport aux pays avancées. Pour atteindre ces pays il suffit de franchir les étapes parcourues par ces derniers, donc le développement selon cette théorie c'est une question de rattrapage du retard. Cette théorie définit cinq étapes par lesquels doivent passer les pays en retard.

1^{ère} **étape : la société traditionnelle** : caractérisée par la dominance d'une fonction de production agricole limitée stationnaire, la terre est la seule source de richesse ; les perspectives de changement sont faibles. Dans ce type de société prévalent des relations de type hiérarchique à l'image du modèle féodal.

مكتبة وورقة الجامعة
حي الرحمة كلميم
الهاتف : 06.62.89.57.94

2^{ème} étape : les conditions préalables au décollage : dans cette étape on assiste à l'apparition du profit, du développement de l'agriculture, ainsi que la diffusion de nouvelles idées de liberté et d'esprit d'initiative (les découvertes géographiques et scientifiques). Apparition d'un Etat centralisé, l'épargne et l'investissement augmentent. Cette situation caractérise les pays en développement intermédiaires.

3^{ème} étape : le décollage ou « take off » : dans cette phase, on assiste à l'émergence de branches motrices, la croissance devient régulière et crée un processus cumulatif d'accumulation avec en parallèle le dépassement du stade agraire, le facteur décisif est l'investissement qui dépasse le simple renouvellement du matériel. Cette croissance engendre des inégalités sociales.

4^{ème} étape : la marche vers la maturité. Apparition d'industries nouvelles, augmentation de la productivité agricole (exode rural), hausse du taux d'investissement qui passe de 5 à 20 % du revenu national, les pays se spécialisent dans un partage mondial des productions.

5^{ème} étape : l'ère de la consommation de masse : besoins essentiels satisfaits, le revenu réel par habitant s'élève, développement de la protection sociale, développement du secteur tertiaire.

Les critiques de la thèse de ROSTOW.

Elle repose sur une vision linéaire de l'histoire qui est assez contestable. Il existe une seule bonne solution, la voie que les européens ont poursuivie.

L'histoire, selon ROSTOW, se répète de manière identique, on ne brûle pas les étapes Aujourd'hui, les PED ne sont pas seulement en retard, mais leurs structures sociales et l'environnement économique sont différents de ceux des pays européens du XVIII^{ème} siècle. Les pays européens du XIX^{ème} disposaient de la maîtrise des marchés mondiaux alors que les PED d'aujourd'hui doivent d'abord reconquérir leur propre indépendance et leur propre marché. Les EMN n'existaient pas encore. Les pays européens n'étaient pas endettés comme les PED d'aujourd'hui, leur industries naissantes n'avaient pas de concurrents.

Les conditions économiques d'un démarrage sont plus difficiles à réunir aujourd'hui qu'au XIX^{ème} et le deviennent davantage au fur et à mesure que les pays développent avancent et normalisent le marché mondial.

pays	Décollage	Maturité	C° de masse
G.B	1783	1850	1931
France	1830	1910	1950
Allemagne	1843	1910	1920
USA	1890	1955	-
La Russie	1850	1910	1950
canada	1896	1950	1922
Australie	1937	-	1957

Chapitre 2 : inflation et chômage

L'objectif d'assurer l'expansion et le plein emploi sans inflation engendre souvent le problème de l'instabilité des prix. Dans cette situation le chômage constitue alors comme un moyen de régulation de l'inflation salariale.

1- L'inflation, déséquilibre économique

Analyse de l'inflation vise à mettre en évidence l'enchaînement causes-conséquences. Mais aucune théorie n'est suffisamment globale pour fournir une explication complète du phénomène. Dans certaines théories, les causes de l'inflation apparaissent comme des conséquences dans l'autre. Ainsi, l'inflation entraîne-t-elle des modifications dans la répartition des revenus mais si aussi provoquée par la lutte qui accompagne le partage du revenu national.

Qu'est-ce que l'inflation ?

L'inflation est une augmentation soutenue du niveau « général » des prix, elle concerne une augmentation durable du niveau moyen des prix plutôt qu'une hausse passagère de quelques prix spécifiques.

On mesure l'inflation notamment par :

Le déflateur du PIB

Variation en % de l'indice des prix à la consommation.

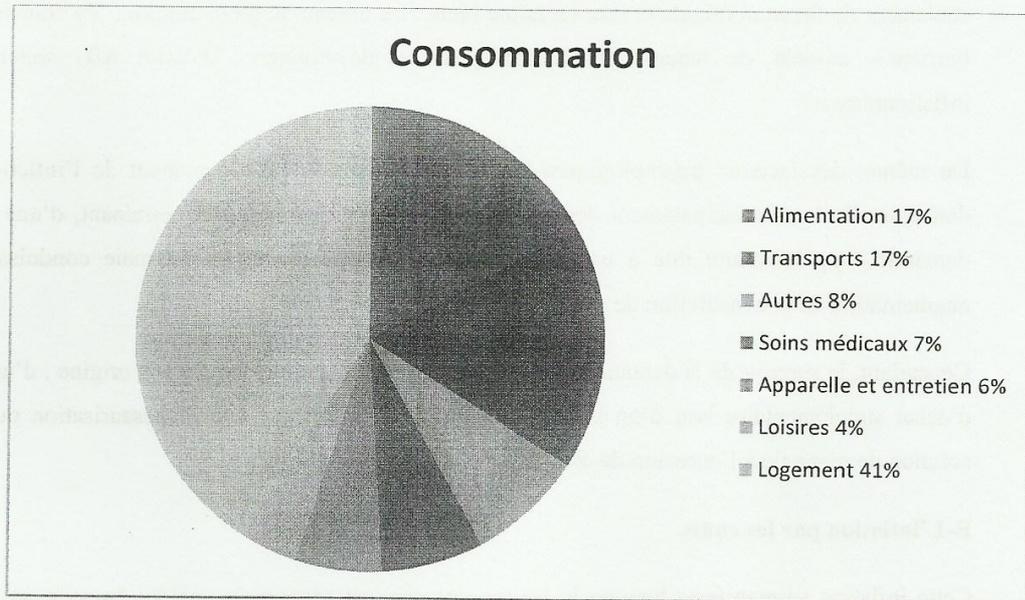
-Le déflateur du PIB = $(\text{PIB nominale} / \text{PIB réel}) * 100$

Indique le niveau actuel des prix par rapport à celui de l'année de base. C'est un indice de prix pour l'ensemble des biens et services finis de l'économie.

-L'indice des prix à la consommation (IPC)

L'IPC mesure le coût des biens et services achetés par un consommateur typique, L'IPC obtenu en pondérant l'ensemble des prix des B/S qui composent le panier de consommation en fonction de leur importance relative dans le budget total d'un consommateur. Le dérèglement des marchés qui conduit à l'inflation est expliqué soit par des déséquilibres réels par des déséquilibres monétaires.

Exemple : Composition du panier de consommation aux USA



En résumé :

L'IPC est obtenu en pondérant l'ensemble des prix des biens et services qui composent le panier de consommation en fonction de leur importance relative dans le budget total d'un consommateur typique.

1- Les causes réelles de l'inflation

Dans le cadre de cette approche l'inflation est due selon les auteurs soit à la demande soit aux coûts. Dans le premier cas, la hausse des prix résulte d'un excès de la demande sur x dans le second cas, elle s'explique par une augmentation des coûts.

A- L'inflation par la demande

Dans le cas où la quantité de biens demandés, aux prix courants, est supérieur à la quantité de biens offerts, une hausse des prix est inévitable pour rétablir l'équilibre dans une économie de marché.

Ce sont les auteurs postkeynésiens qui ont transposé l'analyse keynésienne de l'écart déflationniste entre demande effective et offre globale à des situations inflationniste. selon cette analyse, deux conditions sont donc nécessaire pour l'inflation :

- Il faut qu'un excès de demande de biens se manifeste ;
- Il faut que l'offre de biens manque d'élasticité

مكتبة ودراسة الجامعة
حي الرحمة كلبيم
الهاتف : 06.62.89.57.94

L'excédent de demande par rapport à l'offre se traduit par une hausse des prix, le RN s'élève mais seulement de façon nominale et non en terme réels. Le niveau de plein emploi, Y_p constitue une « barrière » au-delà de laquelle l'inflation peut se développer. L'écart ML appelé « écart inflationniste ».

De même, des facteurs psychologiques interviennent dans le développement de l'inflation par la demande. Il s'agit principalement des anticipations à la hausse des prix entraînant, d'une part, une demande supplémentaire due à un comportement de fuite devant la monnaie conduisant à une augmentation de la constitution de stocks spéculatifs.

Cependant, le surcroît de la demande qui se manifeste sur le marché trouve son origine, d'un pouvoir d'achat supplémentaire issu d'un surcroît de liquidités fourni par une déthésaurisation ou par une création de monnaie à l'occasion de créances émises sur l'économie.

B-L'inflation par les coûts

Cette inflation se manifeste lorsque la hausse des prix est provoquée par des hausses des coûts de production autonomes, indépendante d'un excès de demande. Certaines hausses de coût affectent directement les facteurs de production, facteur travail (salaire), facteur capital (coût du capital monétaire, coût des équipements, énergie et matière première).

L'inflation par les coûts résulte d'une élévation du prix des facteurs de production supérieure aux gains de productivité. Si on limite l'analyse de l'inflation à la partie des coûts versés sous forme de salaire, on considère que la stabilité du niveau générale des prix est maintenue si la hausse moyenne générale des taux de salaires est égale à l'augmentation moyenne de la productivité ; si elle la dépasse, l'inflation apparaît (inflation salariale)

Trois catégories de coûts semblent avoir joué un rôle prédominant dans l'inflation des pays occidentaux pendant les années 1960 :

- La hausse des coûts des matières premières et de l'énergie importée
- L'élévation de coût du capital due aux augmentations des taux d'intérêt liées aux politiques monétaire restrictives.
- L'augmentation des coûts salariaux : l'inflation salariale a été due pendant longtemps à une situation de plein emploi s'accompagnant d'une pénurie forte et durable de la main-d'œuvre. Il est à remarquer que la hausse des salaires est supérieure à la hausse de la productivité, constituant une source importante d'inflation.

Cette distinction des origines de la tension inflationniste présente une certaine utilité afin de guider la politique économique.

II- Les causes monétaires de l'inflation

A/ La théorie quantitative de la monnaie

Cette approche trouve son origine dans la théorie quantitative de la monnaie, elle repose sur deux hypothèses :

- Une fonction de demande stable jouant un rôle fondamentale dans la détermination du revenu monétaire et des prix.
- Le caractère exogène de l'offre de monnaie par rapport à la demande.

De même on considère que la monnaie n'est demandée qu'à des fins de transaction, de ce fait les modifications de l'offre de monnaie n'ont que des conséquences nominales (sur le niveau général des prix) ; elles n'ont pas de conséquences « réelles » (sur les variables réelles telles que le niveau de production ou d'emploi).

Soit l'équation caractérisant la théorie quantitative de la monnaie qui s'exprime : $MV=PY$ avec $M=M_0$ et V représente la vitesse de circulation de la monnaie c'est-à-dire le rythme auquel la monnaie change de mains au cours d'une période, exemple : combien de fois un billet est utilisé dans l'année pour payer des biens et services ?

Elle est obtenue en divisant la valeur de l'ensemble des transactions au cours d'une période par la masse monétaire de cette période : $V = (P \times Q) / M$

$$\text{Avec } P \times Q = \sum_{i=1}^n P_i * Q_i$$

La variation de l'offre de monnaie ne dépend pas de paramètre économique ; la quantité de monnaie est considérée comme exogène.

Par exemple, admettant que l'offre de monnaie augmente à la suite de création monétaire pour financer le déficit de budget.

Ainsi un accroissement de la quantité de monnaie se traduit nécessairement, dans ce type de représentation, par un accroissement du niveau général des prix, c'est-à-dire une hausse de l'inflation (V et Y sont constants). On dit ici que l'inflation est d'origine monétaire, elle est due à l'excès de création monétaire.

Pour se débarrasser de cette offre excédentaire de monnaie, plusieurs possibilités s'offrent aux agents économiques soit par l'achat d'actif financier ou l'achat d'actif réel.

- Consommation de biens et services.

- Prêter cet argent excédentaire à d'autres individus.

Or, cet accroissement de la demande de biens et services va se traduire par une augmentation du niveau général des prix compte tenu d'une capacité productive de l'économie inchangée. Cette augmentation se poursuit jusqu'à ce que l'équilibre monétaire se rétablisse.

2-La relation entre chômage et inflation

2-1 L'appréhension du chômage

Le marché du travail est constitué par la rencontre de l'offre et la demande du travail, l'offre de travail (la demande d'emploi) est faite par la population active, la demande de travail (l'offre d'emploi) est faite par les entreprises.

Un chômeur est non seulement un individu sans travail qui recherche un emploi, mais en plus l'emploi qu'il recherche doit être durable et à temps plein. Cette définition élimine les travailleurs à temps partiel et les chômeurs saisonniers, qui ne cherchent pas un emploi durable.

Il se distingue du sous-emploi, qui est une situation où les travailleurs sont peu ou mal employés.

Le sous-emploi inclut en général :

1. Le chômage saisonnier, constitué par les salariés inoccupés périodiquement du fait du rythme climatique de leur activité. Cette situation existe principalement, mais non exclusivement, dans l'artisanat et le commerce traditionnel.
2. Le chômage partiel, constitué par les salariés dont la durée journalière ou hebdomadaire de leur activité est inférieure à celle qu'ils désirent.
3. Le chômage déguisé représente la partie fondamentale du sous-emploi. Il correspond au nombre de travailleurs salariés ou non, que l'on peut retirer d'un secteur sans réduire sa production. C'est un phénomène courant dans l'activité agricole, mais également urbain, dans l'artisanat et le commerce traditionnel.

Cette définition implique l'existence dans chaque centre de production ; d'une productivité marginale nulle d'une partie des travailleurs.

Une telle situation existe surtout dans le secteur traditionnel. On mesure généralement l'ensemble du sous-emploi en confrontant le total des heures disponibles au cours de l'année et des heures nécessaires à la production annuelle on obtient ainsi pour le Maroc, dans le secteur agricole, un taux de sous-emploi d'environ 40%. Ce taux nous indique que la force de travail agricole est peu employée dans le cadre de l'année.

Le taux du chômage indique la proportion de la population active qui est sans emploi. La population active rassemble les personnes qui exercent une profession salariée ou non, plus les chômeurs. Le pourcentage de la population active dans la population totale est généralement d'environ 40-45% dans les pays industriels et 30% dans les pays sous-développés.

$$\text{Taux de chômage} = (\text{nombre de chômeurs} / \text{population active totale}) * 100$$

Le taux de chômage correspond à la proportion active qui est sans emploi (*100)

$$\Rightarrow TC = \left(\frac{C}{C+E} \right) * 100$$

Où TC = taux de chômage

E = nombre de personnes en emploi

C = nombre de chômeurs

E+C = population active

Le taux d'activité mesure le pourcentage de la population adulte participant activement au marché du travail.

$$\Rightarrow TA = \left(\frac{E+C}{\text{pop adulte}} \right) * 100$$

Où TA = taux d'activité

E = nombre de personnes en emploi

C = nombre de chômeurs

E+C = population active

Pop. Adulte = nombre de personnes entre 15 et 64

Le problème du chômage peut être analysé de deux façons : à court terme et à long terme.

À long terme on parle du « taux naturel de chômage » signifie un taux de chômage normal d'une économie qui ne disparaît pas automatiquement à long terme.

À court terme on parle du « taux de chômeurs conjoncturel » (ou cyclique) c'est un taux qui varie en fonction de la conjoncture autour du taux naturel, il est aux fluctuations économiques de court terme.

A- Les différentes formes du chômage

Selon les époques et les pays, le chômage peut prendre des formes différentes. Ces formes résultent des causes à l'origine :

Le chômage conjoncturel est dû au ralentissement de l'activité économique à court terme. C'est le chômage keynésien ; une baisse de la demande entraîne un ralentissement de l'activité économique. La demande anticipée des entrepreneurs est insuffisante.

Le chômage structurel ou chômage d'adéquation est lié aux changements à long terme intervenus dans les structures démographiques, économiques, sociales et institutionnelles. Les spécialistes précisent qu'il s'agit d'un chômage chronique, permanent, de longue durée.

Le chômage frictionnel est lié aux délais d'ajustement de la main d'œuvre d'un emploi à un autre à court terme (absence d'information). Il est dû au fait que dans chaque pays la demande d'emploi (émanant des chômeurs) ne correspond pas qualitativement et spatialement à l'offre d'emploi. Le remède à cette situation est donc le recyclage ou le déplacement des travailleurs.

Le chômage saisonnier apparaît lorsque l'activité du salarié fluctue avec les saisons.

Le chômage technique est dû à une interruption du processus technique de production à court terme (pannes, pénuries...)

Le chômage technologique apparaît à la suite d'innovation qui économisent du travail par la substitution du capital au travail (robotisation, informatisation).

Le chômage partiel est dû à la réduction temporaire de l'activité d'une entreprise. Exemple : une entreprise automobile reçoit moins de commandes au moins d'août : les employés travaillent 2 heures de moins par jour.

B- Le point de vue des courants de pensée

1-l'approche microéconomique :

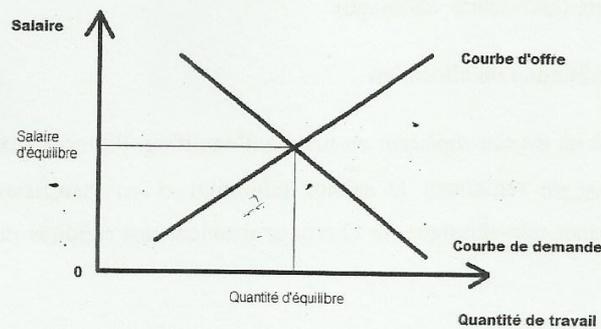
En concurrence parfaite, le salaire s'ajuste pour assurer l'équilibre entre l'offre et la demande de travail, l'excédent de travail se résorbe par la baisse du tx de salaire qui provoque le retrait volontaire de certains chômeurs (à ce tx ils préfèrent le loisir : ES), et des embauchés nouveaux (si la P_m du travail $> C_m$ w/p). Le modèle considère le travail comme une marchandise ordinaire, le marché est donc régulé par son prix, c'est-à-dire le taux de salaire réel (W/P). La réalité est bien différente du schéma théorique, cette différence s'explique, selon les libéraux par des causes structurelles. L'existence du chômage est imputée à certaines structures économiques :

- Le salaire minimum légal
- Allocation du chômage
- Syndicat
- Négociation collectives : convention collectives, accord entre les syndicats des salariés et syndicat du patron.

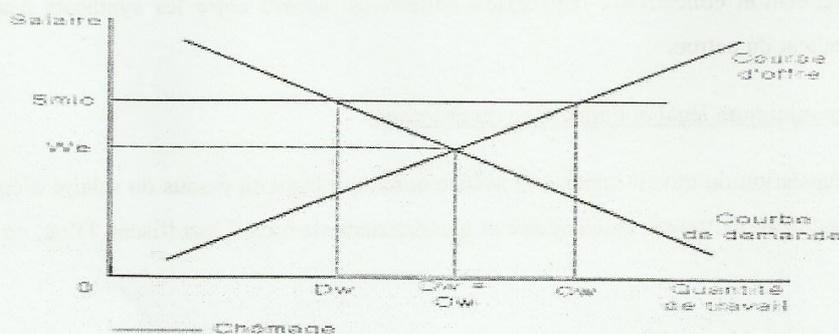
1. Le salaire minimum légal et l'allocation du chômage

Quand la législation du travail impose un salaire minimum légal au dessus du salaire d'équilibre, elle engendre une offre de travail excédentaire et une demande de travail insuffisant. D'où, on observe du chômage.

a) Equilibre sans salaire minimum



b) Equilibre avec salaire minimum



Offre excédentaire ($QD < QO \Rightarrow$ chômage)

W_{min} : salaire minimum ou allocation

Le salaire est maintenu à un niveau supérieur au niveau d'équilibre, l'intervention publique crée ainsi du chômage involontaire en règlement le salaire minimum et en insuffisant une allocation de chômage. Selon le courant néo-classique, le chômage provient des rigidités du fonctionnement du marché du travail.

2. Les syndicats et les négociations collectives (convention collectives)

Un syndicat est une organisation de travailleurs représentant ceux-ci dans les négociations sur les salaires et les conditions de travail. Si les négociations n'aboutissent pas à un accord, les syndicats dressent la menace de grève qui constitue un moyen de pression légal permettant de défendre les revendications de la classe salariale, tout en maintenant la rigidité des salaires à la baisse.

Une grève ayant des conséquences négatives sur la production et les profits pousse (en général) les entreprises à accepter des salaires supérieurs à ceux qu'elles auraient spontanément proposés.

La demande de travail est une fonction décroissante du salaire réel puisque pour les néo-classiques la productivité marginale est croissante puis décroissante à partir d'un certain niveau. Si les conditions de concurrence pure et parfaite sont respectées sur le marché du travail, il existe un niveau de salaire d'équilibre qui permet la satisfaction de l'offre et de la demande de travail (Schéma a)

Si l'offre de travail est supérieure à la demande de travail. La baisse du salaire conduit certains offreurs à sortir du marché du travail et des demandeurs à entrer sur le marché. A l'inverse, lorsque la

demande est supérieure à l'offre, le salaire augmente ce qui provoque l'afflux d'offreurs de travail et la sortie de demandeurs de travail. Si un déséquilibre persiste, c'est en raison de l'existence de rigidités qui empêchent le salaire de se fixer à son niveau d'équilibre et ainsi la réduction de l'écart entre l'offre et la demande de travail.

B -Approches macroéconomiques

1-Les keynésiens

Le travail n'est pas une marchandise, le marché est une fiction. En effet, les variations de prix ne se produisent pas, il y'a rigidité de prix. Selon Keynes, le travailleur ne choisit pas de travailler ou de chômer car il doit vivre. L'élasticité de l'offre par rapport au prix est nulle. On représente cette idée par une horizontale coudée à l'approche du plein emploi, où la pénurie de travail provoque une concurrence entre employeurs car la population disponible ne peut augmenter.

Offre : quand le salaire baisse, l'offre se maintient car, quel que soit le prix, l'immense majorité doit travailler pour vivre : pas d'ajustement à la baisse ; quand le salaire augmente, l'offre augmente à peine car la quasi-totalité de ceux qui peuvent travailler, et le désirent, sont déjà sur le marché : pas d'ajustement à la hausse

Demande d'une marchandise satisfait un besoin, comme ses consommateurs sont soumis à une contrainte de rareté, ils réagissent à une baisse du prix en augmentant leur demande, et vice versa. L'intensité de cette réaction est mesurée par l'élasticité-prix de la demande. A l'inverse, l'entrepreneur achète le travail pour satisfaire non pas ses propres besoins, mais ceux des consommateurs. La demande du travail est donc déterminée sur un autre marché, celui des biens et services où se forment les débouchés.

Or, comme les salaires déterminent la consommation, leur baisse pousse les entreprises à pronostiquer un recul des débouchés et à réduire leur demande de travail :

-Quand le salaire baisse, les employeurs augmentent peu l'embauche car leur production présente est déterminée par la demande pronostiquée auparavant, et leur programme futur est revu à la baisse par le recul du revenu salarial : désajustement à la baisse (baisse d'embauche) ;

-Quand le salaire monte, l'embauche baisse peu car le programme présent ne varie pas, il peut même augmenter du fait de la hausse des revenus : désajustement à la hausse (hausse d'embauche).

-Prix : le salaire est rigide car les travailleurs défendent son niveau nominal et ne peuvent anticiper son niveau réel, il est donc orienté à la hausse, l'ajustement se fait a posteriori, de façon peu prévisible, par la variation du niveau général des prix.

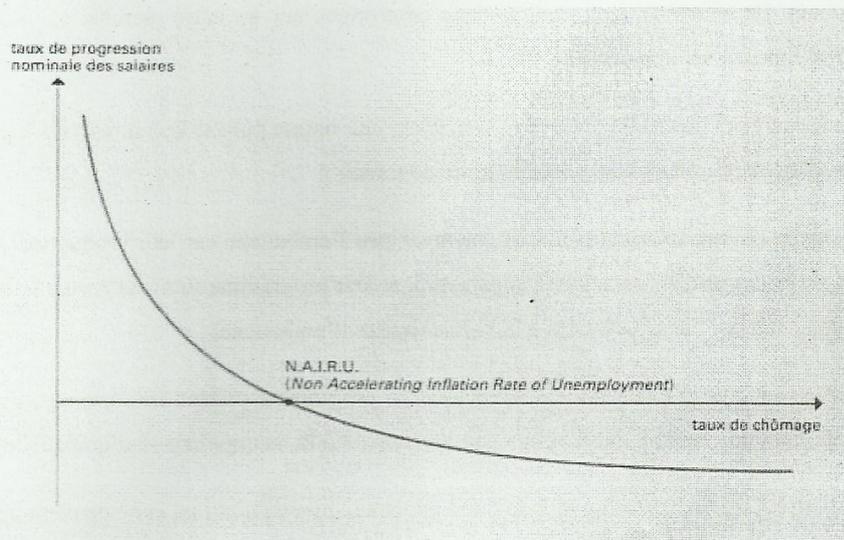
La variable principale est donc le niveau d'activité anticipé par les entrepreneurs, le chômage est conjoncturel, il faut donc réguler non pas le prix (salaire), mais par la demande (investissement, consommation). Cela justifie les politiques actives de la demande.

Cette thèse a été validée pendant la période de 1929-1970, mais ne se vérifie plus avec les reprises actuelles (1975-79, 1983-90, 1995-98). A côté de la composante conjoncturelle, il y a donc une composante structurelle (salaire, Dysfonctionnement du marché). C'est à dire un chômage permanent. On admet ainsi la perte d'efficacité de la régulation par la demande puisque chaque relance multiplie les déséquilibres (inflation, déficits extérieur et budgétaire) sans générer assez d'emploi.

2-2 La relation inflation chômage, la courbe de Phillips

L'objectif d'assurer l'expansion et le plein emploi sans inflation est confronté au problème de la stabilité des prix. Le chômage peut dès lors devenir comme un moyen de régulation de l'inflation salariale. Les salaires constituent une part très importante des coûts de production : 20% (branches très automatisées) à 60-70% (dans les services).

Cette thèse a été soutenue depuis 1958 à travers la relation de Phillips. Cette loi s'efforce de dégager une relation inverse entre taux d'inflation et taux de chômage : si le chô décroît ; le tx d'inflation augmente et inversement. Cette thèse visait à expliquer le conflit entre plein emploi et stabilité monétaire et à arbitrer, selon la conjoncture, entre un peu plus de chômage pour un peu moins d'inflation, et inversement. La politique conjoncturelle est confrontée à un dilemme inflation/chômage, on ne peut atteindre à la fois le plein emploi et la stabilité des prix.



A l'approche du plein emploi, la courbe tend vers la verticale, la hausse très rapide du tx de salaire réduit l'embauche ; durant la récession, malgré la hausse brutale du chô, la résistance des travailleurs rend le salaire rigide à la baisse. La régulation par le prix du travail ne se produit pas. A l'ordonnée zéro, on lit sur la courbe le tx de chô nécessaire pour stabiliser les salaires (5-6% (NAWRU : tx de chô non accélérateur de salaire). Cette relation s'explique par le fait qu'au-delà d'un certain niveau de chômage, les salariés ne sont plus en position de force pour exiger une hausse des salaires, et le partage des gains de productivité s'effectue en faveur des entreprises.

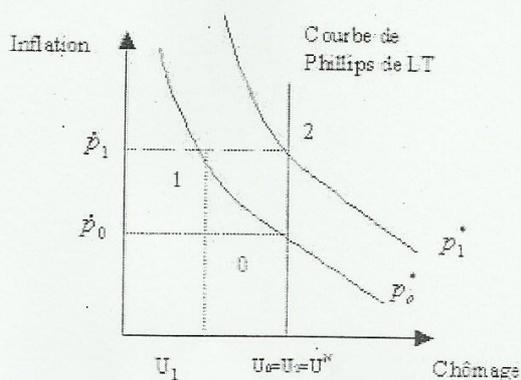
3-3 Les monétaristes, l'inefficacité des politiques de relance : les anticipations adaptatives

Pour Friedman, l'arbitrage inflation chômage n'existe qu'à court terme, en raison des anticipations des salariés. Or, celles-ci portent sur les salaires réels. A long terme, l'inflation anticipée est égale au taux d'inflation observé. L'augmentation du salaire réel devant être égale au gain de productivité. Le taux de chômage devient indépendant du taux d'inflation. C'est le taux de chômage naturel (U_e), il est structurel, n'est pas dû à des causes conjoncturelles : on ne peut donc pas le réduire avec des outils de politique conjoncturelle (Relance...), sous peine de relance l'inflation sans réduire le chômage voire en l'accroissant (Stagflation).

Dans le court terme, l'expansion inflationniste de la demande baisse le taux de chômage dans la mesure où elle se traduit par une variation non anticipée du taux d'inflation (mouvement 0-1) mais cette action dès que se manifeste l'anticipation (mouvement 1-2). Si les agents anticipent exactement et immédiatement l'inflation, la stimulation de la demande ne produit aucun effet sur le chômage (mouvement 0-2)

Chômage naturel = Chômage frictionnel + Chômage volontaire

Toute politique de relance ne parvient finalement qu'à accroître l'inflation sans diminuer chômage.



مكتبة لدراسة الجامعة
حسي الرحمة كلميم
الهاتف : 06.62.89.57.94

Les implications socio-économiques de l'inflation :

L'entre deux guerres connaît une mutation des formes de sa régulation. L'économie concurrentielle de PME a cédé la place à une économie structurée en groupe industriels ou financier. La croissance économique devient intensive par suite de l'amélioration des procédés de production, cela a eu pour résultat le développement d'une production de masse associée à une consommation de masse. La régulation concurrentielle du 19^{ème} siècle est devenue un facteur de blocage. La crise des années trente marque ce blocage. La sortie de la crise se réalise en modifiant le mode de régulation : non seulement l'Etat intervient activement dans l'économie : mais encore les salaires connaissent une hausse régulière avec un dispositif l'empêchant de baisser.

Désormais, en cas de déséquilibre (entre salaire et profit) ou de conflit (groupes sociaux), la seule solution, est la hausse des prix. L'inflation devient ainsi la façon de régler les conflits. Il s'agit d'un règlement provisoire, puisqu'au terme des ajustements l'un des partenaires s'aperçoit que la hausse des prix a réduit le pouvoir réel de ses revenus, ce qui va déclencher à nouveau une nouvelle vague de revendication.

Dans cette perspective, sous le poids d'un chômage croissant, l'influence syndicale s'est reculée devant le patronal, ceci a pour résultat la désinflation notamment des années 80 aux Etats Unies, les conventions collectives conclues depuis 1982 ont cessé de prévoir l'indexation des salaires sur les prix.

Chapitre 3 : le développement

Depuis la révolution industrielle, on a vu l'avènement d'un processus d'accroissement cumulatif de l'activité économique. Néanmoins, au cours des années 50, qui correspondent aux indépendances de plusieurs pays colonisés, on constata des écarts de développement entre l'Europe et l'Amérique du nord d'une part et le reste du monde d'autre part. C'est ce qui a amené les chercheurs à s'intéresser au phénomène de développement.

Le terme développement n'a fait son apparition dans la littérature économique que vers la fin des années 50. Perroux le définit comme « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ».

Ainsi, le concept développement apparaît plus englobant que celui de croissance, en ce sens qu'il implique la croissance mais en plus il met l'accent sur la satisfaction des besoins fondamentaux, la réduction des inégalités et la lutte contre la pauvreté. Autrement dit, la croissance est nécessaire pour le développement mais elle ne génère pas automatiquement le développement.

1/ les théories de développement :

Selon A.Hirschman, les différentes théories reposent sur deux postulats essentiels :

Le mono-économisme : tous les pays passent par les mêmes étapes de la croissance économique pour atteindre le développement.

La réciprocité des avantages dans le commerce international.

1.1 La théorie néoclassique :

Cette théorie repose sur le principe des avantages comparatifs. Il faut se spécialiser dans le domaine où on est le plus compétitif. Le commerce international devient le facteur de croissance. Les pays sous développés doivent mettre en valeur leurs avantages comparatifs pour s'insérer dans l'économie mondiale et ainsi se développer. Le libre échange est donc indispensable au développement du tiers monde.

1.2 La théorie de Rostow :

En 1960 Rostow publie un livre « Les étapes de la croissance économique » et oppose sa théorie du développement au développement de type marxiste. Pour Rostow le développement est un processus historique linéaire passant par des étapes définies, par opposition à la vision dialectique des théories marxistes.

Chaque pays traverse les mêmes étapes pour passer du sous développement au développement. Ainsi tous les pays seraient en train de parcourir le même chemin, mais en sont à des étapes différentes. Ce qui change ce sont les moteurs de la croissance à travers l'histoire. Le développement du tiers monde devrait donc aller très vite car il peut bénéficier des acquis et de l'expérience du monde développé.

1.3 La théorie néomarxiste :

Elles reposent sur deux idées principales : d'une part, les relations économiques entre les pays du centre et de la périphérie ont toujours marquées par des rapports d'exploitation. D'autre part, cette exploitation permanente a façonné la structure des économies sous développées si bien qu'il est impossible de suivre le même chemin des pays développés.

- Théorie de l'échange inégal :

Elle signifie que les pays du centre sont en mesure d'acheter les produits provenant des pays du tiers monde à prix bas et de vendre à ces derniers leurs propres produits à des prix élevés. Ce qui entraîne un transfert occulte d'une quantité importante de surplus de la périphérie vers les pays du centre par le biais du commerce international.

- La théorie de dépendance :

Selon T. Dos Santos une économie est dépendante lorsque sa croissance est liée à la croissance d'une économie extérieure. Parmi les indices de dépendance on cite : des indices économiques, financières, culturelles...

- La théorie structuraliste :

La structure économique des pays en voie de développement a été formulée par la colonisation à tel point de répondre seulement aux besoins du pays colonisateur et non à ceux du pays.

2/ les indicateurs :

- La scolarisation :

Les PED enregistrent de faibles taux de scolarisation et un taux élevé d'analphabétisme :

Maroc : 42%

Afghanistan : 69%

Algérie : 38%

- Le PIB/habitant :

C'est le critère adopté par la banque mondiale car il reflète la richesse d'un pays selon ce critère on distingue trois groupes de pays :

-les pays moins avancés : ceux ayant un PIB/tête inférieur à 800\$.

-les pays à revenu intermédiaire 800\$ à 9500\$.

-les pays à revenu élevé au dessus de 9500\$.

Cet indicateur est parfois utilisé pour mesurer approximativement le *revenu par tête*, ce dernier indicateur étant plus rarement disponible. On utilise alors généralement le PIB à parité de pouvoir d'achat(PPA).

- L'espérance de vie :

Est la durée de vie maximale que peut atteindre un être vivant d'une espèce donnée ou un objet. (25 ans dans les pays les plus pauvres et 80 au Japon)

Afghanistan : 44%

Algérie : 70%

Maroc : 70%

Japon : 80%

USA : 77%.

- Indice de développement humain :

En 1990, le PNUD a adopté l'IDH élaboré par Amartya Sen (économiste indien, Nobel 1998), destiné à cerner les conditions de vie effectives de la population. C'est un indice composé de trois critères : santé (espérance de vie), éducation (taux de scolarisation) et niveau de vie.

La classification selon l'IDH donne les catégories suivantes :

*/ IDH<0.5 : développement humain faible (44 pays ; tous PED)

* / $0.5 < IDH < 0.8$: développement humain moyen (66 pays dont 49 PED)

* / $IDH > 0.8$: développement humain élevé (64 pays dont 33 PED).

مكتبة وورقة المحاضرة
حي الرحمة كلميم
الهاتف : 06.62.89.57.94

